


## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 30/03/2021  
 Reçu en préfecture le 30/03/2021  
 Affiché le   
 ID : 026-212601983-20210325-20210325\_100D-DE

EXTRAIT  
 DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
 Séance du 25 mars 2021  
 Régulièrement convoqué le 18 mars 2021

Le 25 mars 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL

**Pouvoirs :** Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir M. Chérif HEROUM), M. Laurent CHAUVÉAU (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Catherine AUTAJON (pouvoir Mme Françoise CAPMAL), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## 1.00 - ACTION CŒUR DE VILLE – APPROBATION DE L'AVENANT À LA CONVENTION-CADRE

**Monsieur Julien CORNILLET, Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

Le Gouvernement a lancé le programme « Action Cœur de Ville » dont l'objectif est de créer les conditions du renouveau et du développement des villes moyennes qui ont une fonction de centralité pour leur bassin de vie. Ce dispositif met en place une approche globale et coordonnée, mobilisant les moyens de l'État et de l'ensemble des partenaires publics et privés.

Le 27 mars 2018, lors du lancement du plan national, Montélimar a été retenue parmi les 222 villes qui peuvent bénéficier du dispositif « Action Cœur de Ville ». Une Convention-Cadre permettant de déclencher une première phase dite « d'initialisation » a été signée entre tous les partenaires le 25 septembre 2018. Un arrêté du Préfet du 14 janvier 2020 a permis la transformation de cette Convention-Cadre « Action Cœur de Ville » en « Opération de Revitalisation de Territoires ».

Cette Convention-Cadre initiale doit aujourd'hui, sur demande du Sous-Préfet de Nyons, par courrier en date du 28 décembre dernier, faire l'objet de la signature d'un avenant permettant de déployer l'ensemble des actions élaborées durant la phase d'initialisation et de rentrer dans la phase opérationnelle du dispositif.

La ville de Montélimar, en collaboration avec ses différents partenaires sur ce dispositif, a donc, d'une part, entrepris un bilan des actions déjà mises en œuvre ou en cours afin de procéder à une mise à jour du financement et du calendrier.

D'autre part, certaines actions ont été modifiées ou ajoutées pour répondre aux enjeux de redynamisation du centre-ville en fonction des cinq axes du programme « Action Cœur de Ville » :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville ;
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré ;
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions ;
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine ;
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements et services publics.

Le comité de projet réuni le 09 février 2021 a validé ces orientations.

La mise en valeur de l'espace urbain demeure un enjeu majeur de cette phase de déploiement mais les problématiques de vacance commerciale, de dégradation de l'habitat, d'accessibilité et de mobilité deviennent également des priorités.

Forte de ses atouts en terme de tourisme, de patrimoine et de culture, Montélimar s'attachera également à développer une offre qualitative permettant de créer des flux supplémentaires et de rendre attractif le Centre-Ville. Celui-ci pourra ainsi rayonner sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération, ce qui bénéficiera aux 27 communes qui le composent.

Le centre ancien bénéficiant également des dispositifs « Quartier Politique de la Ville », les habitants pourront accéder à des services répondant à leurs besoins au quotidien.

Afin d'assurer la mise en œuvre de ce programme ambitieux pour le centre-ville, Montélimar s'est engagé, avec l'État et les différents partenaires, dans une convention d'une durée de 6 ans à compter de sa signature. Cet avenant à la Convention-Cadre ne modifie pas la durée initiale ni les engagements pris dans la convention initiale par les différents partenaires, seul l'article 7 est modifié ainsi que les annexes portant sur le détail des actions.

En conséquence l'**article 7 – PHASE DE DÉPLOIEMENT** de la Convention-Cadre est modifié par cet avenant.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu l'instruction ministérielle du 10 janvier 2018 relative au lancement du programme « Action Cœur de Ville »,

Vu la délibération 3.06 du 5 mars 2018 portant candidature de la ville de Montélimar au dispositif gouvernemental « Action Cœur de Ville »,

Vu la délibération 1.00 du 25 septembre 2018 autorisant la signature de la Convention-Cadre « Action Cœur de Ville »,

Vu l'arrêté du Préfet du 14 janvier 2020 actant de la transformation de la Convention-Cadre « Action Cœur de Ville » en « Opération de Revitalisation de Territoires ».

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**DÉCIDE :**



- **D'APPROUVER** les termes de l'avenant à la Convention-Cadre ville de Montélimar dans le dispositif « Action Cœur de Ville »,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit avenant à la Convention-Cadre ainsi que les différentes conventions opérationnelles avec les partenaires pouvant intervenir tout au long du programme,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de l'exécution de la Convention-Cadre et de son avenant dans toutes ses dispositions,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 26 mars 2021

Le Maire,

Julien CORNILLET

